

**No. 31607**

---

**FRANCE  
and  
JAMAICA**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of  
investments (with protocol). Signed at Paris on 25 Jan-  
uary 1993**

*Authentic texts: French and English.*

*Registered by France on 22 February 1995.*

---

**FRANCE  
et  
JAMAÏQUE**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des  
investissements (avec protocole). Signé à Paris le 25 jan-  
vier 1993**

*Textes authentiques : français et anglais.*

*Enregistré par la France le 22 février 1995.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA JAMAÏQUE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Jamaïque et jamaïquains en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

### **ARTICLE 1** **DEFINITIONS**

Pour l'application du présent accord :

1-1. Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et toutes prestations effectuées en vertu d'un contrat ou de la loi ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, dans le territoire ou les zones maritimes des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel l'investissement est réalisé.

1-2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 15 septembre 1994, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications (des 17 décembre 1993 et 28 juillet 1994) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 12.

1-3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale :

a) constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social ; ou

b) contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes; ou

c) par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

1-4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

1-5 L'expression "zones maritimes" s'entend des zones marines et sous-marines sur lesquelles les Parties contractantes exercent, en conformité avec le Droit international, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

## **ARTICLE 2** **ADMISSION ET ENCOURAGEMENT DES INVESTISSEMENTS**

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent Accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans ses zones maritimes.

## **ARTICLE 3** **TRAITEMENT JUSTE ET EQUITABLE**

Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans ses zones maritimes, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

## **ARTICLE 4** **TRAITEMENT NATIONAL ET TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE**

4-1. Chacune des Parties contractantes applique, sur son territoire et dans ses zones maritimes, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que le traitement accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans les zones maritimes de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier, en liaison avec l'exercice de leurs activités professionnelles, des facilités matérielles non moins favorables que celles dont bénéficient les nationaux de cette Partie contractante ou les nationaux de la Nation la plus favorisée.

4-2. Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

## **ARTICLE 5** **DEPOSSESSION**

5-1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières

5-2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures (désignées ci-après comme "mesures de dépossession") dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leurs zones maritimes, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

5-3. Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant doit être calculé sur la base de la valeur de marché des investissements concernés immédiatement avant l'annonce des mesures. Lorsqu'il n'existe pas de marché comme base de détermination de la valeur de l'investissement, l'indemnité doit être calculée sur la base d'une évaluation juste et équitable de la valeur de l'investissement. En déterminant cette indemnité, il sera donné une juste pondération à tous les facteurs, y compris toute menace de dépossession, qui auraient affectés cette valeur avant que les mesures ne soient annoncées par les autorités.

5-4. Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt courant de marché.

5-5. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### **ARTICLE 6** **TRANSFERTS**

6-1. Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, garantit à ces nationaux ou sociétés le droit au libre transfert :

- a) des revenus ;
- b) des versements effectués pour le remboursement des emprunts contractés conformément à la réglementation en vigueur ;
- c) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- d) de toute indemnité de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5 ci-dessus.

6-2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, en relation avec un investissement, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

6-3. Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change applicable à la date du transfert.

#### **ARTICLE 7** **DIFFERENDS ENTRE UNE PARTIE CONTRACTANTE ET UN INVESTISSEUR**

1. Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

2. Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties :

a) à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965<sup>1</sup>; ou

b) aux Tribunaux de la Partie contractante dans laquelle l'investissement a été effectué.

3. En cas de désaccord sur le choix de la procédure décrite au paragraphe 2 du présent Article, le différend est alors soumis à l'arbitrage conformément au paragraphe 2 a) du présent Article.

4. Le choix d'une des procédures décrites au paragraphe 2 est exclusif de l'autre procédure.

#### **ARTICLE 8 GARANTIE**

8-1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie.

8-2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, été agréés ou enregistrés par cette dernière Partie, si, à cette époque, un tel agrément ou un tel enregistrement était requis.

#### **ARTICLE 9 SUBROGATION**

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### **ARTICLE 10 ENGAGEMENT PARTICULIER**

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

#### **ARTICLE 11 DIFFERENDS ENTRE PARTIES CONTRACTANTES**

11.1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique ;

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

11.2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage ;

11.3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres ainsi désignés sélectionnent un ressortissant d'un Etat tiers qui, par approbation des deux Parties contractantes, est nommé Président du tribunal. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

11.4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

11.5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les deux Gouvernements.

#### **ARTICLE 12** **ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET EXPIRATION**

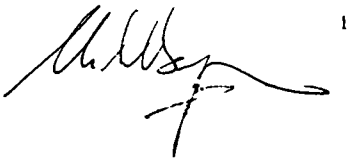
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans ; il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

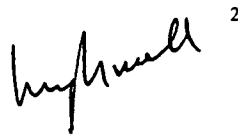
Fait à Paris, le 25/1/93, en deux originaux, chacun en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :



1

Pour le Gouvernement  
de la Jamaïque :



2

<sup>1</sup> Michel Sapin.

<sup>2</sup> Hugh Small.

## PROCOLE

Lors de la signature de l'accord ce même jour, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de l'accord :

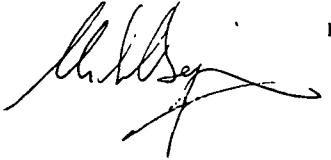
## En ce qui concerne l'Article 3

a) L'obligation d'assurer que l'exercice d'un traitement juste et équitable n'est "entravée ni en droit, ni en fait" s'applique entre autres aux mesures liées à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue ;

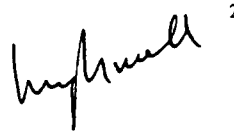
b) Dans le cadre de leur législation interne, les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Fait à *Paris*, le 25/1/93, en deux originaux, chacun en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi

Pour le Gouvernement  
de la République française :

A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. Sapin", with a small superscript "1" to its right.

Pour le Gouvernement  
de la Jamaïque :

A handwritten signature in black ink, appearing to be "H. Small", with a small superscript "2" to its right.

<sup>1</sup> Michel Sapin.

<sup>2</sup> Hugh Small.

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF JAMAICA AND  
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FRANCE ON  
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF IN-  
VESTMENTS

---

The Government of Jamaica and the Government of the Republic of France hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desiring to strengthen the economic cooperation between both States and to create favourable conditions for French investments in Jamaica and Jamaican investments in France,

Convinced that the promotion and protection of these investments would succeed in stimulating transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement:

1.1 - The term "investment" means every kind of goods, rights and interest of whatever nature, in particular though not limited to the following:

---

<sup>1</sup> Came into force on 15 September 1994, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications (of 17 December 1993 and 28 July 1994) by which the Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 12.



- (a) Movable and immovable property as well as any other right in rem such as mortgages, liens, usufructs, pledges and similar rights;
- (b) Shares, premium on share and other kinds of interest including minority or indirect forms, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;
- (c) Claims to money, debentures, or claims to any performance under contract, concession or law having an economic value;
- (d) Copyrights, industrial property rights (such as patents, licenses, trademarks, industrial models and mockups; technical processes, tradenames and goodwill);
- (e) Business concessions conferred by law or under contract, including concessions to search for, cultivate, extract or exploit natural resources, in the territory or maritime areas of the Contracting Parties.

It is understood that those investments are investments which have already been made or may be made subsequent to the entering into force of this Agreement, in accordance with the laws of the Contracting Party in the territory or in the maritime areas of which the investment is made.

Any alteration of the form in which assets are invested shall not affect their qualification as investments provided that such alteration is not in conflict with the laws of the Contracting

Party in the territory or in the maritime areas of which the investment is made.

1.2 - The term "nationals" means physical persons possessing the nationality of either Contracting Party.

1.3 - The term "company" means any legal person:

- (a) constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with the laws of that Party and having its head office in the territory of that Party; or
- (b) controlled directly or indirectly by nationals of one Contracting Party; or
- (c) controlled directly or indirectly by legal persons having their head office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with the laws of that Party.

1.4 - The term "revenue" means all amounts produced by an investment, such as profits, royalties and interest, during a given period.

Investment revenues and, in case of re-investment, re-investment revenues shall enjoy the same protection as the investment.

1.5 - The expression "maritime areas" means marine and submarine areas over which the Contracting Parties have sovereignty, sovereign rights or jurisdiction, in accordance with International Law.

ARTICLE 2ADMISSION AND ENCOURAGEMENT OF INVESTMENT

Each Contracting Party shall admit and encourage in its territory and in its maritime areas, in accordance with its laws and with the provisions of this Agreement, investments made by nationals or companies of the other Contracting Party.

ARTICLE 3FAIR AND EQUITABLE TREATMENT

Each Contracting Party shall apply, in its territory or in its maritime areas, to the nationals and companies of the other Contracting Party, with respect to their investments and activities linked to those investments, fair and equitable treatment in accordance with the principles of International Law, and shall ensure that the exercise of the right thus recognized shall not be hindered by law or in practice.

ARTICLE 4NATIONAL AND MOST FAVOURED NATION TREATMENT

4.1 - Each Contracting Party shall apply in its territory and in its maritime areas to the nationals and companies of the other Party, with respect to their investments and activities linked to the investments, treatment no less favourable than the treatment granted to its nationals or companies, or to the nationals or companies of the most favoured nation, if the latter is more favourable. In this respect, nationals authorized to work in the

territory and in the maritime areas of one Contracting Party shall enjoy, in relation to the exercise of their professional activities, material facilities which are no less favourable than facilities enjoyed by the nationals of that Contracting Party or by the nationals of the most favoured nation.

4.2 - This treatment shall not include the privileges granted by one Contracting Party to nationals or companies of a third party State by virtue of its participation or association in a free trade zone, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

#### ARTICLE 5

#### DISPOSSESSION

5.1 - The investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall enjoy full and complete protection and security in the territory and in the maritime areas of the other Contracting Party.

5.2 - Neither Contracting Party shall take any measures of expropriation or nationalization or any other measures having the effect of dispossession, direct or indirect, (hereinafter referred to as "measures of dispossession") of nationals or companies of the other Contracting Party of their investments in its territory and in its maritime areas, except in the public interest and provided that these measures are not discriminatory or contrary to a particular obligation.

5.3 - Any measures of dispossession which might be taken shall give rise to prompt and adequate compensation, the amount of which shall be calculated on the basis of the market value of the investments concerned immediately before the measures were announced. Whenever there is no market as a basis for determining the value of the investment, compensation shall be calculated on the basis of a fair and equitable evaluation of the value of the investment. In determining the compensation, due weight shall be given to any factors including any threat of dispossession, which might have affected the value before the measures were announced by the authorities.

5.4 - The said compensation, the amount and conditions of payment shall be fixed not later than the date of dispossession. This compensation shall be effectively realizable, shall be paid without delay and shall be freely transferable. Until the date of payment, it shall produce interest calculated at a current market rate.

5.5 - Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have sustained losses due to war or any other armed conflict, revolution, national state of emergency or revolt occurring in the territory or in the maritime areas of the other Contracting Party, shall enjoy treatment from the latter Contracting Party that is not less favourable than that granted to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

ARTICLE 6TRANSFERS

6.1. - Each Contracting Party, in the territory or in the maritime areas of which investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party, shall guarantee to those nationals and companies the right to the free transfer of:

- (a) revenues;
- (b) repayments of loans which have been contracted in accordance with any prevailing regulations;
- (c) proceeds of partial or total sale or liquidation of the investment, including capital gains on the capital invested;
- (d) any compensation for disposition or loss described in Article 5 above.

6.2. - The nationals of either Contracting Party, who have been authorized to work in the territory or in the maritime areas of the other Contracting Party, in relation to an investment, shall also be permitted to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their earnings.

6.3. - The transfers referred to in the foregoing paragraphs shall be promptly effected at the exchange rate prevailing on the date of transfer.

ARTICLE 7

DISPUTES BETWEEN A CONTRACTING PARTY AND AN INVESTOR

1. Any dispute concerning the investments occurring between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

2. If this dispute has not been settled within a period of six months from the date on which it occurred, it may be submitted at the request of either party to:

- (a) arbitration of the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID), created by the Convention for the settlement of disputes in respect of investments occurring between States and nationals of other States signed in Washington on March 18, 1965;<sup>1</sup> or
- (b) the Courts of the Contracting Party in which the investment was made.

3. If there is no agreement as regards the choice of procedure under paragraph 2 of this Article, the dispute shall be submitted to arbitration in accordance with paragraph 2(a) of this Article.

4. The selection of one of the procedures under paragraph 2 operates to the exclusion of the other.

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 595, p. 159.

ARTICLE 8GUARANTEE

8.1. - In the event that the regulations of one Contracting Party contain a guarantee for investments made abroad, this guarantee may be extended, after examining each particular case, to investments made in the territory or in the maritime areas of the other Party by nationals or companies of this Party.

8.2. - Investments made by nationals or companies of one Contracting Party in the territory or in the maritime areas of the other Contracting Party may obtain the guarantee referred to in the foregoing paragraph only if they have been previously agreed to or registered by the other Party, if, at that time, such agreement or registration was required.

ARTICLE 9SUBROGATION

If one Contracting Party, as a result of a guarantee given for an investment made in the territory or in the maritime areas of the other Contracting Party, makes payments to one of its own nationals or companies, the first mentioned Party has in this case full rights of subrogation with regard to the rights and actions of the said national or company.

The said payments shall not affect the rights of the beneficiary of the guarantee to recourse to the ICSID or to



continue proceedings submitted to it until completion of the proceedings.

ARTICLE 10

SPECIAL UNDERTAKING

Investments having been the subject of a special undertaking by one Contracting Party, with respect to the nationals or companies of the other Contracting Party, shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by terms of the said undertaking if the latter includes provisions more favourable than those of this Agreement.

ARTICLE 11

DISPUTES BETWEEN THE CONTRACTING PARTIES

11.1 - Disagreements relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled, if possible, by diplomatic channels.

11.2 - If the disagreement has not been settled within a period of six months from the date on which the matter was raised by one Contracting Party, it may be submitted at the request of either Contracting Party to an Arbitral Tribunal.

11.3 - The said Tribunal shall be created as follows for each specific case :

Each Contracting Party shall appoint one arbitrator, and the two arbitrators thus appointed shall select a national of a

third State who, on approval by the two Contracting Parties, shall be appointed Chairman of the Tribunal. All the arbitrators must be appointed within two months from the date of notification by one Contracting Party to the other Contracting Party of its intention to submit the disagreement to arbitration.

11.4 - If the periods specified in Section 11.3 above have not been met, either Contracting Party, in the absence of any other agreement, shall invite the Secretary General of the United Nations Organisation to make the necessary appointments. If the Secretary General is a national of either Contracting Party, or if he is otherwise prevented from discharging the said function, the Under-Secretary next in seniority to the Secretary General, who is not a national of either Contracting Party, shall make the necessary appointments.

11.5 - The Tribunal shall reach its decision by a majority of votes. These decisions shall be final and legally binding upon the Contracting Parties.

The Tribunal shall set its own rules of procedure. It shall interpret the judgment at the request of either Contracting Party. Unless otherwise decided by the tribunal, in accordance with special circumstances, the legal costs, including the fees of the arbitrators, shall be shared equally between the two Governments.

ARTICLE 12ENTRY INTO FORCE, DURATION AND TERMINATION

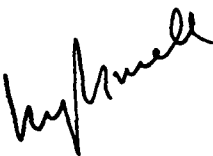
Each Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required concerning the entry into force of this Agreement, which shall enter into force one month after the date of receipt of the final notification.

The Agreement shall be in force for an initial period of ten years. It shall remain in force thereafter, unless one of the Contracting Parties gives one year's written notice of termination through diplomatic channels.

In case of termination of the period of validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to enjoy the protection of its provisions for an additional period of fifteen years.

Signed in Paris on *January 25<sup>th</sup>, 1993* in duplicate in the English and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of Jamaica:

 1

For the Government  
of the Republic of France:

 2

<sup>1</sup> Hugh Small.

<sup>2</sup> Michel Sapin.

## PROTOCOL

On signing the Agreement of even date, between the Government of Jamaica and the Government of the Republic of France on the Reciprocal Promotion and Protection of Investments, the Contracting Parties also agreed to the following, which shall be deemed to form an integral part of the Agreement:

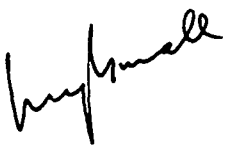
### With Respect to Article 3

a) The obligation to ensure that the exercise of the right to fair and equitable treatment is not "hindered by law or in practice" extends, *inter alia*, to measures relating to the purchase or transport of raw materials and auxiliary materials, energy and fuels, as well as the means of production and operation of all types, the sale or transport of products within the country and abroad, as well as to any other measures that have a similar effect.

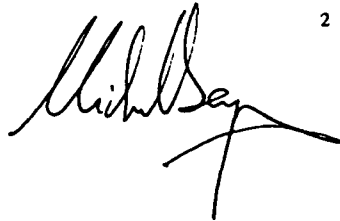
b) Within the framework of their internal legislation, the Contracting Parties shall examine with sympathy requests for entry and authorization to reside, work and travel made by the nationals of one Contracting Party in relation to an investment in the territory of the other Contracting Party.

Done at Paris, this 25<sup>th</sup> January 1993 in two originals in the English and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of Jamaica:

 <sup>1</sup>

For the Government  
of the Republic of France:

 <sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Hugh Small.  
<sup>2</sup> Michel Sapin.



**ANNEX A**

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,  
concerning treaties and international agreements  
registered  
with the Secretariat of the United Nations*

---

**ANNEXE A**

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,  
concernant des traités et accords internationaux  
enregistrés  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

## ANNEX A

## ANNEXE A

No. 2545. CONVENTION RELATING TO THE STATUS OF REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, ON 28 JULY 1951<sup>1</sup>

N° 2545. CONVENTION RELATIVE AU STATUT DES RÉFUGIÉS. SIGNÉE À GENÈVE, LE 28 JUILLET 1951<sup>1</sup>

## ACCESSION

*Instrument deposited on:*

17 February 1995

NAMIBIA

(With effect from 18 May 1995.)

With the following declarations:

“The Government of the Republic of Namibia reserves the right to designate a place or places for principal reception and residence for refugees or to restrict their freedom of movement in consideration of national security so required or make it advisable”

“...for the purposes of its obligations under the said Convention, the Republic of Namibia considers itself bound by alternative (b) of Article 1 B (1) thereof, that is to say ‘events occurring in Europe or elsewhere before 1 January 1951’.”

*Registered ex officio on 17 February 1995.*

## ADHÉSION

*Instrument déposé le :*

17 février 1995

NAMIBIE

(Avec effet au 18 mai 1995.)

Avec les déclarations suivantes :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement namibien réserve le droit de désigner le lieu ou les lieux d'accueil et de résidence principale pour les réfugiés ou de limiter leur liberté de circulation, lorsque cela est nécessaire ou souhaitable pour des raisons de sécurité nationale

« ... aux fins de ses obligations en vertu de ladite Convention, la République de Namibie se considère liée par la variante b de l'alinéa 1 de la section B de l'article premier, dans le sens des « événements survenus en Europe ou ailleurs avant le 1<sup>er</sup> janvier 1951 » ».

*Enregistré d'office le 17 février 1995.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 189, p. 137; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 2 to 21, as well as annex A in volumes 1252, 1261, 1289, 1299, 1312, 1332, 1333, 1343, 1369, 1379, 1380, 1381, 1386, 1390, 1418, 1421, 1425, 1430, 1462, 1487, 1513, 1526, 1558, 1560, 1567, 1577, 1590, 1646, 1651, 1656, 1669, 1679, 1685, 1691, 1696, 1698, 1709, 1712, 1722, 1726, 1732, 1733, 1747, 1752, 1762 and 1764.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 2 à 21, ainsi que l'annexe A des volumes 1252, 1261, 1289, 1299, 1312, 1332, 1333, 1343, 1369, 1379, 1380, 1381, 1386, 1390, 1418, 1421, 1425, 1430, 1462, 1487, 1513, 1526, 1558, 1560, 1567, 1577, 1590, 1646, 1651, 1656, 1669, 1679, 1685, 1691, 1696, 1698, 1709, 1712, 1722, 1726, 1732, 1733, 1747, 1752, 1762 et 1764.



No. 2588. CONSTITUTION OF THE EUROPEAN COMMISSION FOR THE CONTROL OF FOOD-AND-MOUTH DISEASE. APPROVED BY THE CONFERENCE OF THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS, AT ITS SEVENTH SESSION, ROME, 11 DECEMBER 1953<sup>1</sup>

N° 2588. ACTE CONSTITUTIF DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LA FIÈVRE APHTEUSE. APPROUVÉ PAR LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE À SA SEPTIÈME SESSION, ROME, LE 11 DÉCEMBRE 1953<sup>1</sup>

---

ACCEPTANCE

*Instrument deposited with the Director-General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations on:*

17 January 1995

CROATIA

(With effect from 17 January 1995.)

*Certified statement was registered by the Food and Agriculture Organization of the United Nations on 17 February 1995.*

---

ACCEPTATION

*Instrument déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture le :*

17 janvier 1995

CROATIE

(Avec effet au 17 janvier 1995.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture le 17 février 1995.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 191, p. 285; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 3, 4, 6, 9, 11 to 14, 18 and 19, as well as annex A in volumes 1348, 1351, 1417, 1444, 1581, 1717 and 1725.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 191, p. 285; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 3, 4, 6, 9, 11 à 14, 18 et 19, ainsi que l'annexe A des volumes 1348, 1351, 1417, 1444, 1581, 1717 et 1725.

No. 15028. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING CO-OPERATION IN CUSTOMS MATTERS. SIGNED AT MOSCOW ON 24 APRIL 1975<sup>1</sup>

N° 15028. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES RELATIF À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DOUANIÈRE. SIGNÉ À MOSCOU LE 24 AVRIL 1975<sup>1</sup>

---

TERMINATION with respect to Finland and the Russian Federation (*Note by the Secretariat*)

The Government of Finland registered on 17 February 1995 the Agreement between the Government of the Republic of Finland and the Government of the Russian Federation regarding cooperation and mutual assistance in customs matters signed at Helsinki on 11 March 1994.<sup>2</sup>

The said Agreement, which came into force on 21 December 1994, provides, in its article 25 (2), for the termination of the above-mentioned Agreement of 24 April 1975.

(17 February 1995)

---

ABROGATION à l'égard de la Finlande et de la Fédération de Russie (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement finlandais a enregistré le 17 février 1995 l'Accord entre le Gouvernement de la République de Finlande et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération et à l'assistance mutuelle en matière douanière signé à Helsinki le 11 mars 1994<sup>2</sup>.

Ledit Accord, qui est entré en vigueur le 21 décembre 1994, stipule, au paragraphe 2 de son article 25, l'abrogation de l'Accord susmentionné du 24 avril 1975.

(17 février 1995)

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1023, p. 161.

<sup>2</sup> See p. 31 of this volume.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1023, p. 161.

<sup>2</sup> Voir p. 31 du présent volume.

No. 17145. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF DAHOMEY ON THE MOVEMENT OF PERSONS. SIGNED AT COTONOU ON 27 FEBRUARY 1975<sup>1</sup>

N° 17145. CONVENTION SUR LA CIRCULATION DES PERSONNES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY. SIGNÉE À COTONOU LE 27 FÉVRIER 1975<sup>1</sup>

---

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 22 February 1995 the Convention on the movement and stay of persons between the French Republic and the Republic of Benin signed at Cotonou on 21 December 1992<sup>2</sup>.

The said Convention, which came into force on 1 October 1994, provides, in its article 16, for the termination of the above-mentioned Agreement of 27 February 1975.

(22 February 1995)

---

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 22 février 1995 la Convention relative à la circulation et au séjour des personnes entre la République française et la République du Bénin signée à Cotonou le 21 décembre 1992<sup>2</sup>.

Ladite Convention, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1994, stipule, à son article 16, l'abrogation de la Convention susmentionnée du 27 février 1975.

(22 février 1995)

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1110, p. 47.

<sup>2</sup> See p. 375 of this volume.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1110, p. 47.

<sup>2</sup> Voir p. 375 du présent volume.

No. 25289. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF LESOTHO AND THE UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND. SIGNED AT MASERU ON 24 SEPTEMBER 1987<sup>1</sup>

N° 25289. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU LESOTHO ET LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE. SIGNÉ À MASERU LE 24 SEPTEMBRE 1987<sup>1</sup>

---

#### TERMINATION

The above-mentioned Agreement ceased to have effect on 18 February 1995, the date of entry into force of the Standard Basic Cooperation Agreement between the United Nations Children's Fund and the Government of Lesotho signed at Maseru on 21 December 1993,<sup>2</sup> in accordance with article XXIII (2) of the latter Agreement.

*Registered ex officio on 18 February 1995.*

---

#### ABROGATION

L'Accord susmentionné a cessé d'avoir effet le 18 février 1995, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de base régissant la coopération entre le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Gouvernement du Lesotho signé à Maseru le 21 décembre 1993<sup>2</sup>, conformément au paragraphe 1 de l'article XXIII de ce dernier Accord.

*Enregistré d'office le 18 février 1995.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1482, p. 165.

<sup>2</sup> See p. 143 of this volume.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1482, p. 165.

<sup>2</sup> Voir p. 143 du présent volume.

No. 26369. MONTREAL PROTOCOL ON SUBSTANCES THAT DEplete THE OZONE LAYER. CONCLUDED AT MONTREAL ON 16 SEPTEMBER 1987<sup>1</sup>

N° 26369. PROTOCOLE DE MONTREAL RELATIF À DES SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE. CONCLU À MONTRÉAL LE 16 SEPTEMBRE 1987<sup>1</sup>

RATIFICATION of the amendment to the above-mentioned Protocol, adopted at the Fourth Meeting of the Parties at Copenhagen on 25 November 1992<sup>2</sup>

*Instrument deposited on:*

17 February 1995

PAKISTAN

(With effect from 18 May 1995.)

*Registered ex officio on 17 February 1995.*

RATIFICATION de l'amendement au Protocole susmentionné, adopté à la quatrième Réunion des Parties à Copenhague le 25 novembre 1992<sup>2</sup>

*Instrument déposé le :*

17 février 1995

PAKISTAN

(Avec effet au 18 mai 1995.)

*Enregistré d'office le 17 février 1995.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1522, p. 3, and annex A in volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598, 1642, 1644, 1650, 1656, 1658, 1667, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1689, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1736, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1764, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1842, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851 and 1855.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1785, No. I-26369, and annex A in volumes 1787, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1836, 1841, 1842, 1844, 1846 and 1855.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1522, p. 3, et annexe A des volumes 1522, 1523, 1525, 1527, 1530, 1535, 1540, 1541, 1543, 1546, 1547, 1548, 1551, 1552, 1555, 1557, 1562, 1564, 1568, 1570, 1573, 1576, 1578, 1579, 1580, 1583, 1590, 1596, 1598, 1642, 1644, 1650, 1656, 1658, 1667, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1689, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1702, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1730, 1732, 1733, 1734, 1736, 1737, 1745, 1748, 1752, 1762, 1763, 1764, 1771, 1772, 1774, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1829, 1831, 1836, 1841, 1842, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851 et 1855.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1785, n° I-26369, et annexe A des volumes 1787, 1792, 1821, 1822, 1824, 1828, 1836, 1841, 1842, 1844, 1846 et 1855.

No. 27466. TREATY BETWEEN THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA AND THE GOVERNMENT OF PAPUA NEW GUINEA ON DEVELOPMENT CO-OPERATION. SIGNED AT CANBERRA ON 24 MAY 1989<sup>1</sup>

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>2</sup> AMENDING THE ABOVE-MENTIONED TREATY, AS AMENDED.<sup>1</sup> CANBERRA, 30 APRIL 1994 AND WAIGANI, 23 MAY 1994

*Authentic text: English.*

*Registered by Australia on 17 February 1995.*

I

SENATOR THE HON. GARETH EVANS QC  
MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS  
LEADER OF THE GOVERNMENT OF THE SENATE  
PARLIAMENT HOUSE  
CANBERRA

Dear Masket,

I have the honour to refer to the Joint Declaration of Principles Guiding Relations between Australia and Papua New Guinea signed on 9 December 1987 and the Treaty on Development Cooperation between the Government of Australia and the Government of Papua New Guinea done at Canberra on 24 May 1989 (the Treaty).<sup>1</sup>

I have the honour to propose the following levels of budget support and jointly programmed aid to the Government of Papua New Guinea under the following arrangements:

(a) The level of budget support and the indicative level of jointly programmed aid, in millions of Australian dollars, which the Government of Australia shall provide to the Government of Papua New Guinea for each of the Australian financial years between 1 July 1992 and 30 June 1997 shall be as follows:

<i>Year</i>	<i>Budget Support</i>	<i>Jointly Programmed Aid</i>
1992/1993.....	259.0	46.0
1993/1994.....	244.0	56.0
1994/1995.....	213.4	77.3
1995/1996.....	177.8	118.6
1996/1997.....	142.2	154.9

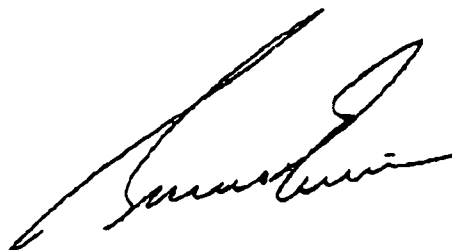
(b) Article 4 (5) of the Treaty shall not apply to the payment of budget support for the Australian financial year 1993/1994.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1572, No. I-27466, and annex A in volumes 1680 and 1736.

<sup>2</sup> Came into force on 23 May 1994, the date of the letter in reply, in accordance with the provisions of the said letters.

I have further the honour to propose, Excellency, that if the Government of Papua New Guinea agrees to the foregoing this letter and your letter in reply thereto in affirmation of your Government's agreement shall constitute an agreement between our two Governments, to enter into force on the date of your letter in reply.

Yours sincerely,



GARETH EVANS

30 April 1994

Hon. Masket Iangalio, MP  
Minister for Finance and Planning  
Vulupindi Haus  
Waigani  
Papua New Guinea

## II

23 May 1994

152006

Dear Gareth,

I acknowledge with gratitude, receipt of your letter dated 30 April 1994, in which you made reference to the Joint Declaration of Principles Guiding Relations between Australia and Papua New Guinea signed on 9 December 1987 and the Treaty on Development Cooperation between the Government of Papua New Guinea and the Government of Australia done in Canberra on 24 May 1989.

In your letter you proposed the following:

*[See letter I]*

I have the honour, to convey our affirmation on the above as it is consistent with our current understanding.

Yours sincerely,



MASKET IANGALIO, MP  
Minister for Finance and Planning

Hon. Gareth Evans, MP  
Minister for Foreign Affairs  
Leader of the Government in the Senate  
Parliament House  
Canberra  
Australia

cc: Australian High Commissioner

---



## [TRADUCTION — TRANSLATION]

N° 27466. TRAITÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN ET LE GOUVERNEMENT PAPOUAN-NÉO-GUINÉEN RELATIF À LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT. SIGNÉ À CANBERRA LE 24 MAI 1989<sup>1</sup>

ECHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>2</sup> MODIFIANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ, TEL QUE MODIFIÉ<sup>1</sup>. CANBERRA, 30 AVRIL 1994 ET WAIGANI, 23 MAI 1994

*Texte authentique : anglais.*

*Enregistré par l'Australie le 17 février 1995.*

## I

SÉNATEUR GARETH EVANS, QC  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
LEADER DU GOUVERNEMENT AU SÉNAT  
PARLIAMENT HOUSE  
CANBERRA

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la Déclaration de principes conjointe régissant les relations entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, signée le 9 décembre 1987, et au Traité sur la coopération au développement conclu entre le Gouvernement de l'Australie et le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à Canberra le 24 mai 1989 (le « Traité »)<sup>1</sup>.

J'ai l'honneur de proposer les montants suivants de soutien budgétaire et d'aide programmée conjointement au Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, selon les modalités suivantes :

a) Le montant du soutien budgétaire et le montant indicatif de l'aide programmée conjointement, exprimés en millions de dollars australiens, que le Gouvernement de l'Australie fournira au Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour chacun des exercices budgétaires australiens entre le 1<sup>er</sup> juillet 1992 et le 30 juin 1997 s'établissent comme suit :

<i>Exercice</i>	<i>Soutien budgétaire</i>	<i>Aide programmée conjointement</i>
1992/1993.....	259,0	46,0
1993/1994.....	244,0	56,0
1994/1995.....	213,4	77,3
1995/1996.....	177,8	118,6
1996/1997.....	142,2	154,9

b) Les dispositions du paragraphe 4 de l'article 5 du Traité ne s'appliquent pas au versement du soutien budgétaire pour l'exercice budgétaire australien 1993/1994.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1572, n° I-27466, et annexe A des volumes 1680 et 1736.

<sup>2</sup> Entré en vigueur le 23 mai 1994, date de la lettre de réponse, conformément aux dispositions desdites lettres.

J'ai en outre l'honneur de proposer, si les termes qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, que la présente lettre et votre lettre de réponse exprimant l'agrément de votre Gouvernement constituent un accord entre nos deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veillez agréer, etc.

GARETH EVANS

Le 30 avril 1994

M. Masket Iangalio  
Ministre des finances et du plan  
Vulupindi Haus  
Waigani  
Papouasie-Nouvelle-Guinée

## II

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE  
MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN

Le 23 mai 1994

I52006

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir d'accuser réception de votre lettre du 30 avril 1994 dans laquelle vous vous référez à la Déclaration de principes conjointe régissant les relations entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, signée le 9 décembre 1987, et au Traité sur la coopération au développement, conclu entre le Gouvernement de l'Australie et le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à Canberra le 24 mai 1989.

Dans votre lettre, vous proposez ce qui suit :

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de confirmer que ce les termes qui précèdent rencontrent notre agrément et concordent avec notre entente actuelle.

Veuillez agréer, etc.

MASKET IANGALO  
Ministre des finances et du plan

M. Gareth Evans  
Ministre des affaires étrangères  
Leader du Gouvernement au Sénat  
Parliament House  
Canberra  
Australie

c.c. : Haut Commissaire d'Australie

---

No. 27531. CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 20 NOVEMBER 1989<sup>1</sup>

N° 27531. CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT. ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 20 NOVEMBRE 1989<sup>1</sup>

#### ACCESSION

*Instrument deposited on:*

17 February 1995

MALAYSIA

(With effect from 19 March 1995.)

With the following reservation:

“The Government of Malaysia accepts the provisions of the Convention on the Rights of the Child but expresses reservations with respect to articles 1, 2, 7, 13, 14, 15, 22, 28, 37, 40 paragraphs. 3 and 4, 44 and 45 of the Convention and declares that the said provisions shall be applicable only if they are in conformity with the Constitution, national laws and national policies of the Government of Malaysia.”

*Registered ex officio on 17 February 1995.*

#### ADHÉSION

*Instrument déposé le :*

17 février 1995

MALAISIE

(Avec effet au 19 mars 1995.)

Avec la réserve suivante :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement malaisien accepte les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, mais exprime des réserves au sujet des articles 1, 2, 7, 13, 14, 15, 22, 28, 37, 40 (paragraphe 3 et 4), 44 et 45 de la Convention, et déclare que lesdites dispositions ne seront appliquées que si elles sont conformes à la Constitution, au droit interne et aux politiques nationales du Gouvernement malaisien.

*Enregistré d'office le 17 février 1995.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1577, No. I-27531, and annex A in volumes 1578, 1579, 1580, 1582, 1583, 1586, 1587, 1588, 1590, 1591, 1593, 1594, 1598, 1606, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1655, 1656, 1658, 1644, 1665, 1667, 1668, 1669, 1671, 1672, 1676, 1677, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1686, 1690, 1691, 1694, 1698, 1702, 1704, 1712, 1714, 1715, 1719, 1720, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1730, 1732, 1733, 1737, 1745, 1747, 1751, 1764, 1770, 1772, 1773, 1774, 1775, 1777, 1785, 1787, 1788, 1791, 1792, 1819, 1821, 1823, 1828, 1830, 1841, 1843 and 1855.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, n° I-27531, et annexe A des volumes 1578, 1579, 1580, 1582, 1583, 1586, 1587, 1588, 1590, 1591, 1593, 1594, 1598, 1606, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1655, 1656, 1658, 1644, 1665, 1667, 1668, 1669, 1671, 1672, 1676, 1677, 1678, 1679, 1681, 1684, 1685, 1686, 1690, 1691, 1694, 1698, 1702, 1704, 1712, 1714, 1715, 1719, 1720, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1730, 1732, 1733, 1737, 1745, 1747, 1751, 1764, 1770, 1772, 1773, 1774, 1775, 1777, 1785, 1787, 1788, 1791, 1792, 1819, 1821, 1823, 1828, 1830, 1841, 1843 et 1855.

No. 27627. UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST ILLICIT TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES. CONCLUDED AT VIENNA ON 20 DECEMBER 1988<sup>1</sup>

N° 27627. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES. CONCLUE À VIENNE LE 20 DÉCEMBRE 1988<sup>1</sup>

---

RATIFICATION

*Instrument deposited on:*

17 February 1995

TRINIDAD AND TOBAGO

(With effect from 18 May 1995.)

*Registered ex officio on 17 February 1995.*

---

RATIFICATION

*Instrument déposé le :*

17 février 1995

TRINITÉ-ET-TOBAGO

(Avec effet au 18 mai 1995.)

*Enregistré d'office le 17 février 1995.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1582, No. I-27627, and annex A in volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663, 1665, 1671, 1672, 1676, 1677, 1679, 1690, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1703, 1712, 1715, 1717, 1719, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1732, 1733, 1734, 1748, 1749, 1751, 1760, 1762, 1764, 1768, 1776, 1777, 1785, 1828, 1829, 1832 and 1856.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° I-27627, et annexe A des volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663, 1665, 1671, 1672, 1676, 1677, 1679, 1690, 1691, 1694, 1695, 1696, 1697, 1703, 1712, 1715, 1717, 1719, 1722, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1732, 1733, 1734, 1748, 1749, 1751, 1760, 1762, 1764, 1768, 1776, 1777, 1785, 1828, 1829, 1832 et 1856.